Les « petits candidats » aux élections présidentielles sous la V^e République, handicap ou atout pour la démocratie ?

Are 'minor candidates' in French presidential elections an asset or an obstacle to democracy?

Fabien Conord et Gilles Richard

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoirepolitique/1047>

DOI : [10.4000/histoirepolitique.1047](https://doi.org/10.4000/histoirepolitique.1047)

ISSN : 1954-3670

Éditeur

Centre d'histoire de Sciences Po

Référence électronique

Fabien Conord et Gilles Richard, « Les « petits candidats » aux élections présidentielles sous la V^e République, handicap ou atout pour la démocratie ? », *Histoire Politique* [En ligne], 44 | 2021, mis en ligne le 01 juin 2021, consulté le 21 octobre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoirepolitique/1047> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoirepolitique.1047>

Ce document a été généré automatiquement le 21 octobre 2021.

Histoire Politique

Les « petits candidats » aux élections présidentielles sous la V^e République, handicap ou atout pour la démocratie ?

Are 'minor candidates' in French presidential elections an asset or an obstacle to democracy?

Fabien Conord et Gilles Richard

- 1 Le résultat du premier tour de l'élection présidentielle du 21 avril 2002 est resté dans toutes les mémoires. Non seulement il n'y eut pas de candidat de gauche au second tour (comme en 1969 déjà) mais pour la première fois depuis le premier scrutin présidentiel au suffrage universel direct en 1965¹, un candidat d'« extrême droite », Jean-Marie Le Pen, fut qualifié pour affronter le président sortant Jacques Chirac, arrivé en tête au premier tour avec un score particulièrement bas (19,9 % des suffrages exprimés). Dans l'entourage du candidat socialiste Lionel Jospin, convaincu jusqu'au bout ou presque qu'il entrerait à l'Élysée, la déception fut immense. Pour conjurer ce cuisant échec, on l'expliqua sur-le-champ par le trop grand nombre de candidats à gauche. Des candidats dits « petits » au vu de leurs résultats, à commencer par le dissident Jean-Pierre Chevènement, mais dont la prolifération aurait brouillé les enjeux jugés essentiels – entendons ceux du second tour où se dégage une majorité – et provoqué une fatale dispersion des votes face à « la droite »².
- 2 Le traumatisme fut assez considérable pour que le Parti socialiste (PS) mît en place, avant l'élection présidentielle de 2007, un mécanisme de pré-sélection des candidatures élargi par rapport à celui de 1995 (Ségolène Royal l'emporta), puis instaurât statutairement des « primaires ouvertes » afin de désigner le candidat officiel du parti³. La victoire de François Hollande, investi à l'issue de ce nouveau processus, contre le président sortant Nicolas Sarkozy en mai 2012 poussa à son tour l'Union pour un mouvement populaire (UMP) à inscrire, en novembre suivant, le mécanisme des primaires dans ses statuts. Les deux grands partis, PS et UMP, étaient convaincus qu'ils

tenaient là désormais le meilleur moyen d'imposer le bipartisme, système partisan qu'ils pensaient le mieux adapté à une démocratie « moderne », avec pour corollaire la marginalisation définitive des « petits candidats », symboles d'une vie politique jugée « archaïque ». Cela se fit en référence plus ou moins explicite aux États-Unis où s'affrontent tous les quatre ans les candidats des deux grands partis républicain et démocrate, sélectionnés à l'issue de primaires⁴. Il s'agissait donc au bout du compte d'éliminer à terme les « petits candidats », censés disperser les votes et entretenir une « crise du politique » décrite à l'envi depuis le milieu des années 1980.

- 3 Il faut pourtant souligner qu'en 2002, s'il y eut bien un nombre record de candidats (16) par comparaison avec les neuf autres scrutins présidentiels qui se sont déroulés de 1965 à 2017, il y en eut autant de droite (8) que de gauche (8). Quant à Lionel Jospin, il échoua d'abord parce qu'il ne put mobiliser suffisamment un électorat populaire déçu par le bilan économique et social de « la gauche plurielle », ce qui se traduisit par un taux record d'abstentions (28,4 %) et de votes blancs ou nuls (3,4 %) dans un premier tour de présidentielle. Dès lors, on l'aura compris, le procès récurrent intenté depuis les années 2000 aux « petits candidats », d'abord à gauche puis à droite quand la fusion des deux grands partis de droite dans l'UMP, réalisée pour tenir en lisière le Front national (FN), se révéla moins efficace que prévu, est une question dont les enjeux vont bien au-delà des quelques pour cent recueillis. C'est précisément l'objet de ce dossier que d'essayer de prendre toute la mesure du rôle et de la place de ces « petits candidats » dans l'élection centrale de la vie politique sous la V^e République⁵.

Les « petits candidats », combien de divisions ?

- 4 Nous avons fait le choix de partir d'une définition de l'objet d'étude certes discutable en matière d'analyse politique mais déconnectée de toute appréciation morale car fondée sur un critère administratif. La loi du 15 janvier 1990 sur le remboursement des frais de campagne prévoit que ceux-ci sont intégralement remboursés pour les candidats à l'élection présidentielle ayant obtenu plus de 5 % des suffrages exprimés tandis que les scores inférieurs n'engendrent qu'un remboursement forfaitaire (800 423 euros) qui ne couvre le plus souvent pas la totalité des sommes engagées⁶. Cette définition intervient donc seulement après le scrutin qui sanctionne un résultat que n'anticipent pas toujours, loin s'en faut, les sondages. Rappelons également que pendant la campagne officielle (mais uniquement dans ce laps de temps), tous les candidats bénéficient officiellement d'une égalité de temps de parole à la radio et à la télévision, même s'il convient de nuancer par les horaires dévolus aux différents compétiteurs et sans que cette règle d'égalité s'applique à la presse écrite et aux autres types de médias.
- 5 Si c'est un regard *a posteriori* qui les caractérise en tant que « petits » et donc vaincus, il convient de noter qu'ils sont tous initialement vainqueurs. Ils ont en effet triomphé d'une course d'obstacles qui correspond au recueil des « parrainages », officiellement dénommés « présentations ». On sait combien l'augmentation du nombre de ceux-ci entre 1974 et 1981 a pu compliquer la collecte des indispensables signatures dans un pays où le nombre d'élus a tendance à diminuer depuis quarante ans⁷. Les « petits candidats » dont ce dossier retrace l'histoire ont tous réussi, au moins une fois, à parvenir au terme de l'élection. Pour nous en tenir à l'exemple le plus récent, observons que 60 candidats déclarés ne les ont pas obtenus en 2017⁸. Parmi eux, certains en totalisent pourtant un nombre appréciable, comme Rama Yade

(353 parrainages). La candidate d'une plate-forme citoyenne, Charlotte Marchandise, en a recueilli pour sa part 135. Les péripéties de la campagne de François Fillon, candidat du parti Les Républicains (LR), expliquent la présence de 313 parrainages pour Alain Juppé et 45 pour François Baroin, envisagés un temps comme des candidats de substitution. Le Conseil constitutionnel a validé 14 296 formulaires et 11 candidats dont le nombre de parrainages est très variable : François Fillon 3 635, Benoît Hamon 2 039, Emmanuel Macron 1 829, Jean-Luc Mélenchon 805, Jean Lassalle 708, Nicolas Dupont-Aignan 707, Nathalie Arthaud 637, Marine Le Pen 627, François Asselineau 587, Philippe Poutou 573, Jacques Cheminade 528. Il est loin d'être corrélé au score final obtenu puisque Benoît Hamon, deuxième dans ce classement grâce au dense réseau d'élus socialistes, a recueilli à peine plus de 6 % des suffrages exprimés au premier tour du scrutin. De même, Jean Lassalle, Nicolas Dupont-Aignan et Nathalie Arthaud devançant Marine Le Pen, pourtant finaliste mais qui pâtit de la faible implantation locale du FN.

- 6 Le nombre de « petits candidats » parvenus à franchir l'obstacle des parrainages a souvent varié d'un scrutin à l'autre comme le montre le tableau ci-après.

Nombre de candidatures aux élections présidentielles depuis 1965

Année	Nombre total de candidatures à l'élection présidentielle	Nombre de candidatures ayant obtenu moins de 5 % des suffrages exprimés
1965	6	2
1969	7	3
1974	12	9
1981	10	6
1988	9	4
1995	9	3
2002	16	9
2007	12	8
2012	10	5
2017	11	6
Total	102 ⁹	55

- 7 Non seulement leur nombre total fluctue entre 2 et 9, mais leur part dans le total des candidatures est également sujette à variation : un tiers des candidats en 1965 mais les trois quarts en 1974, ce qui n'a pas empêché cette année-là une bipolarisation droite(s)-gauche(s) presque parfaite et un record de participation au second tour (12,4 % d'abstention et seulement 1,3 % de bulletins blancs ou nuls) – signe que le grand nombre de « petits candidats » ne trouble *a priori* ni la participation électorale ni la clarté des choix. Retenons qu'à quatre reprises, elle représente moins de la moitié des

candidats (1965, 1969, 1988, 1995), l'exacte moitié en 2012 et la majorité à cinq reprises (1974, 1981, 2002, 2007 et 2017), sans que l'évolution chronologique ne dessine une tendance linéaire. Notons enfin, pour clore cette première approche globale, que sur les 102 candidatures aux dix élections présidentielles de 1965 à 2017, 55 ont recueilli moins de 5 % des suffrages exprimés (neuf des 43 « petits candidats » se sont présentés au moins deux fois), 47 plus de 5 % (dix des 28 « grands candidats » se sont présentés au moins deux fois dont les deux présidents qui ont accompli deux mandats complets, François Mitterrand et Jacques Chirac).

Pourquoi se présenter quand on est assuré de ne pas être élu ?

- 8 Le politiste Thomas Ehrhard distingue quatre catégories parmi les « petits candidats » : les porte-parole de courants minoritaires, les défenseurs de thématiques spécifiques, les représentants de courants internes à des grands partis et les « hurluberlus », parmi lesquels il intègre un homme politique aussi chevronné que Pierre Marcilhacy¹⁰. Les trois premières nous semblent opératoires, la quatrième pose en revanche davantage de problèmes. Elle induit d'abord un jugement de valeur contestable – ainsi, Marcel Barbu, devenu l'archétype du candidat « farfelu », mérite, comme nous le verrons, d'être regardé autrement, lui qui avait été député à la Libération. Et quoi qu'il en soit, elle ne concerne au bout du compte, en y ajoutant Louis Ducatel (1969), néanmoins ancien conseiller général de la Seine, et l'adepte de la colonisation de l'espace Jacques Cheminade, candidat à trois reprises (1995, 2012 et 2017), qu'un nombre de candidatures bien trop restreint (5 sur 55) pour être le sujet central d'une approche historique des « petits candidats », acteurs politiques classiques dans neuf cas sur dix, ne serait-ce qu'en raison du filtre que représente la procédure des parrainages. Dans ce cadre, trois logiques peuvent être distinguées.
- 9 Les représentants de forces politiques minoritaires qui veulent profiter de la chambre d'écho du scrutin pour faire entendre leur voix (23 candidatures sur 55), sont le plus souvent réduits à des scores inférieurs à 5 % des suffrages exprimés. Il en va ainsi, de manière structurelle, des trotskistes (15 candidatures, soit 27 % du total)¹¹. C'est aussi le cas du Parti socialiste unifié (PSU) avec Michel Rocard (1969) et Huguette Bouchardeau (1981), et des radicaux de gauche avec Michel Crépeau (1981) et Christiane Taubira (2002). Ce lot devient celui des communistes au début du XXI^e siècle avec Robert Hue (2002) et Marie-George Buffet (2007). Relèvent enfin de cette catégorie Jean-Marie Le Pen (FN) et Bertrand Renouvin (Nouvelle Action française) en 1974.
- 10 Les francs-tireurs et dissidents des grandes formations politiques constituent un deuxième contingent, moins fourni que le précédent avec treize candidatures. À droite, Pierre Marcilhacy (1965) ; Jean Royer (1974) ; Michel Debré et Marie-France Garaud (1981), dissidents du Rassemblement pour la République (RPR)¹² ; Philippe de Villiers (1995 et 2007), Alain Madelin et Christine Boutin (2002), dissidents de l'Union pour la démocratie française (UDF) ; Nicolas Dupont-Aignan (2012 et 2017), dissident de l'UMP. La scission du FN explique la présence du dissident Bruno Mégret en 2002. Chez les socialistes, le refus du Programme commun suscite celle d'Émile Muller en 1974 tandis que la crise du communisme français motive la candidature de Pierre Juquin en 1988.

- 11 Enfin, les représentants de « thématiques spécifiques » selon la formule de Thomas Ehrhard (14 candidatures), sont pour la plupart – si l'on excepte les deux candidats européens Guy Héraud et Jean-Claude Sebag (1974) – les représentants de deux familles politiques spécifiques et souvent opposées, bien qu'existent entre elles davantage de liens qu'on le pense au premier abord : les écologistes et les héritiers de l'agrarisme. Les premiers, présents à toutes les élections présidentielles de 1974¹³ à 2012, relèvent des « petits candidats » dans sept cas sur huit : René Dumont (1974), Brice Lalonde (1981), Antoine Waechter (1988), Dominique Voynet (1995 et 2007), Corinne Lepage (2002), Eva Joly (2012). Seul Noël Mamère en 2002 a franchi la barre des 5 %. C'est aussi le cas des candidatures de Chasse Pêche Nature et Traditions (CPNT), construites autour de la défense de la chasse comme symbole d'une ruralité traditionnelle menacée, et portées par deux anciens membres du RPR, Jean Saint-Josse (2002) et Frédéric Nihous (2007). Deux autres candidatures se rattachent aux précédentes, celle de José Bové (2007), associé pour beaucoup au démontage du McDonald's de Millau en août 1999, une action qui le plaça d'emblée au carrefour de l'écologie et de l'altermondialisme, et celle de Jean Lassalle (2017), dissident du MoDem et fervent défenseur de la ruralité.
- 12 Les articles réunis dans ce numéro de la revue *Histoire@Politique* étudient un panel forcément incomplet de ces 55 candidatures mais permettent néanmoins de rendre compte de la variété des logiques qui viennent d'être recensées. Outre une contribution sur Marcel Barbu, dont Louis Bachaud restitue l'originalité, les familles politiques minoritaires font l'objet des analyses de Gilles Vergnon (qui confronte les candidatures d'Alain Krivine et d'Arlette Laguiller), Jean-Étienne Dubois (sur le seul scrutin où Jean-Marie Le Pen a été un « petit candidat », en 1974) et Jean Vigreux (sur les candidatures communistes de 2002 et 2007). Francs-tireurs et dissidents sont quant à eux abordés dans les articles de François Dubasque sur Pierre Marcilhacy, Matthieu Trouvé sur Jean Royer, Bernard Lachaise sur Michel Debré, Sabrina Tricaud sur Marie-France Garaud. La présence des écologistes enfin est scrutée à travers la candidature de Dominique Voynet en 1995, qu'étudie Alexis Vrignon.
- 13 Au-delà des logiques politiques qui viennent d'être restituées, quelques caractéristiques de ces candidatures doivent, dans une perspective d'histoire sociale, être soulignées pour nuancer fortement leur supposée marginalité. Ainsi, en 2017, les « petits candidats » sont, pour cinq sur six, des hommes ; ils accusent 57,8 ans de moyenne d'âge (contre 52,8 pour les autres) ; parmi eux, quatre sont des élus et, notation non équivoque, trois sur six sont énarques.
- 14 Sur les 43 personnalités qui, de 1965 à 2017, relèvent de la catégorie des « petits candidats » (une ou plusieurs fois), on constate que la féminisation est certes plus importante que parmi les candidats ayant recueilli des scores élevés, mais demeure minoritaire : dix femmes sur 43, totalisant 15 candidatures sur 55 (27 %) ¹⁴. Notons également la présence d'une seule personne « de couleur » ou, dit autrement, issue de l'ancien empire colonial, en l'occurrence du département d'Outre-mer de Guyane : Christiane Taubira en 2002 ¹⁵. Nombreux sont en revanche ceux qui ont exercé ou exercent encore au moment du dépôt de leurs candidatures, des fonctions de maires (14), conseillers généraux (9), conseillers régionaux (3), députés (15), sénateurs (2), députés européens (5), ministres (6) ou Premier ministre (1). Même en tenant compte du cumul des mandats (Jean Lassalle est maire, conseiller départemental et député en 2017), on voit que, loin de sortir de nulle part comme d'aucuns le prétendent, les

« petits candidats » ont en réalité une solide expérience politique, même ceux et celles qui n'exercent pas de mandats électifs si l'on prend en compte d'autres éléments biographiques essentiels comme le militantisme actif, souvent dès le plus jeune âge, dans des partis et des syndicats, et les responsabilités dans ces organisations : Huguette Bouchardeau milite au PSU depuis sa fondation en 1960 ; Brice Lalonde est le directeur de campagne de René Dumont en 1974 ; Olivier Besancenot milite aux Jeunesses communistes révolutionnaires (JCR) dès l'âge de 14 ans et, à 25 ans, est attaché parlementaire d'Alain Krivine au Parlement européen ; Frédéric Nihous devient responsable de la fédération RPR du Nord à 25 ans et secrétaire général de CPNT en 1999, à 32 ans. Autant d'aspects qui confirment une forte intégration dans la vie politique nationale.

Des résultats toujours significants

- 15 L'analyse électorale, prisée des politistes, l'est aussi des historiens du politique, malgré une participation électorale qui, s'affaiblissant, en limite les enseignements¹⁶. Les scores obtenus par les « petits candidats » n'échappent pas à cet intérêt, en dépit de leur modestie. Ils ne sont en effet pas sans signification, tant par leur volume (parfois plus d'un million de suffrages) que par leur distribution spatiale.
- 16 Il peut sembler excessif, voire artificiel, d'englober dans un même corpus des candidats aux scores très dissemblables. Il y a loin de Guy Héraud qui recueille seulement 0,07 % des suffrages exprimés en 1974, à Philippe de Villiers qui en totalise 4,74 % en 1995. De même, le nombre de voix recueillies est très inégal, de Guy Héraud à nouveau (19 255 suffrages) à Nicolas Dupont-Aignan qui en obtient 1 695 000 en 2017. Si l'analyse en nombre de voix doit être relativisée par l'évolution du corps électoral et du nombre de suffrages exprimés (24 254 556 au premier tour de l'élection présidentielle de 1965, 36 054 394 à celui de 2017), le pourcentage obtenu constitue un indicateur opératoire de manière plus pérenne. Cinq candidatures dépassent 4 % des suffrages exprimés : Philippe de Villiers (1995), Jean Saint-Josse (2002), Olivier Besancenot (2002 et 2007), Nicolas Dupont-Aignan (2017). Ils voisinent ainsi avec des candidats échappant au radar de cette étude mais dont le résultat a néanmoins été perçu comme un échec, à peine au-dessus de 5 % : Jean-Louis Tixier-Vignancour en 1965, Gaston Defferre en 1969 ou Jean-Pierre Chevènement en 2002 par exemple.
- 17 À l'opposé, des « petits candidats » le sont encore plus lorsqu'ils recueillent moins de 1 % des suffrages exprimés. C'est le cas pour 15 d'entre eux parmi lesquels Guy Héraud (0,07 %) et Jean-Claude Sebag (0,16 %) en 1974, et, de manière plus significative politiquement, les trois candidats présentés par les lambertistes (Pierre Bussel en 1981, Daniel Gluckstein en 2002, Gérard Schivardi en 2007). L'un des acteurs récurrents de cette histoire, Jacques Cheminade, recueille quant à lui 0,28 % des suffrages exprimés en 1995, 0,25 % en 2012, 0,18 % en 2017.
- 18 À l'image de ce dernier, certains « petits candidats » se sont présentés à plusieurs reprises, l'exemple le plus emblématique restant à ce jour celui déjà évoqué d'Arlette Laguiller, imperturbablement présentée par Lutte ouvrière de 1974 à 2007. Trois trajectoires sont alors repérables. Les scores ascendants sont pour l'heure ceux de Nicolas Dupont-Aignan (1,8 % en 2012, 4,7 % en 2017) et, dans une bien moindre mesure, de Nathalie Arthaud. À l'inverse, d'autres déclinent d'une élection à l'autre : Alain Krivine, Philippe Poutou, Philippe de Villiers, Dominique Voynet. L'itinéraire

d'Arlette Laguiller illustre enfin les trois moments classiques que sont l'ascension, l'apogée (plus de 5 % en 1995 et 2002 où elle échappe donc à son statut de « petite candidate ») et le déclin final puisqu'elle repasse en 2007 sous cette barre symbolique (1,3 %).

- 19 Les raisons de ces différences de trajectoires sont diverses. L'effacement relatif d'un courant politique peut le disputer au vieillissement d'un(e) candidat(e). Pour une même famille politique, le changement de représentant peut avoir des conséquences : il en va ainsi du remplacement d'Olivier Besancenot par Philippe Poutou, dont les scores demeurent largement inférieurs à ceux de son prédécesseur. Le scrutin de 2007 offre un cas de figure plus singulier. Le traumatisme de l'élimination de Lionel Jospin et, par là même, l'absence d'un candidat de gauche au second tour de l'élection présidentielle de 2002 suscitent cinq ans plus tard un réflexe de « vote utile » dont bénéficie Ségolène Royal, au détriment des « petits candidats » de gauche. Un second phénomène se conjugue avec celui-ci cette année-là : c'est le rebond de participation (16,2 % d'abstention contre 28,4 % cinq ans avant) qui explique la baisse du score relatif d'Olivier Besancenot, dont l'électorat s'accroît pourtant de 288 019 voix par rapport à 2002.
- 20 Il peut sembler peu pertinent ou particulièrement pointilliste de proposer une géographie électorale du vote en faveur des « petits candidats ». L'exercice révèle toutefois certaines logiques. La plus évidente est la mesure du cercle de notoriété des candidats dont la « petite patrie » leur fournit un fort contingent de voix. C'est ce que Jérôme Fourquet appelle l'« effet de fief » pour Jean Lassalle, qui recueille 68,6 % des suffrages exprimés dans sa commune de Lourdios-Ichère, 32,2 % à moins de 10 kilomètres et 10 % dans un rayon de 60 kilomètres¹⁷.
- 21 Le deuxième facteur favorable est le parrainage du candidat par le maire d'une commune. Jérôme Fourquet constate que Jean Lassalle¹⁸ comme Nicolas Dupont-Aignan obtiennent des scores significativement plus élevés dans les communes dont les maires les ont parrainés. Nicolas Dupont-Aignan recueille ainsi 8,7 % en moyenne dans ces communes. En revanche, son effet de fief « rayonne sur un périmètre assez restreint », à la différence de Jean Lassalle avec lequel il semble s'être partagé une petite partie de l'électorat des droites, l'un au Nord l'autre au Sud¹⁹.
- 22 Un troisième élément peut être repéré. Il s'articule davantage à la culture politique du candidat. Une histoire politique locale peut rencontrer une candidature. C'est le cas de la ville de Thiers, lieu d'une Commune provinciale en 1871²⁰, qui accorda en 1974 un score significatif à Arlette Laguiller, d'où son choix de se présenter dans cette circonscription lors des élections législatives de 1978²¹.
- 23 Les candidats qui représentent le monde rural (CPNT ou Jean Lassalle) y recueillent des scores souvent faibles. Dans un pays longtemps rural, où les agriculteurs représentaient encore un cinquième de la population active lors des élections présidentielles des années 1960, deux des trois seuls candidats issus du monde paysan à une élection présidentielle appartiennent au cortège des « petits candidats » : José Bové en 2007, Jean Lassalle en 2017²². Si le premier est un néo-rural, arrivé sur le plateau du Larzac dans la lignée des combats antimilitaristes du moment²³, le second, qui occupe un emploi de technicien agricole, est issu d'une famille de bergers pyrénéens. Avec son accent et des reportages savamment mis en scène, il incarne une forme de ruralité volontiers exacerbée. Lors du scrutin de 2017, son score peut être corrélé avec l'altitude, qui en fait un candidat plus favorisé dans les montagnes françaises que dans

le reste du pays. Il obtient 1,4 % des suffrages exprimés à moins de 100 m, 1,7 % de 100 à 250 m, 2,2 % de 250 à 500 m, 3 % de 500 à 750 m, 3,5 % de 750 à 1 000 m et 4,2 % de 1 000 à 1 500 m, tranche qui marque son apogée car ses résultats redescendent à 3,8 % au-dessus de 1 500 m d'altitude²⁴, demeurant néanmoins supérieurs à ce qu'ils sont en plaine. Cette hiérarchie inversée entre haute et moyenne montagne traduit la différence socio-économique qui sépare des moyennes montagnes essentiellement agricoles, souvent en proie à la déprise, et une haute montagne qui appartient aux espaces intégrés de la métropolisation en tant que lieux de récréation des catégories sociales les plus aisées²⁵. Un cas particulier doit être distingué, celui de la Corse où Jean Lassalle recueille 5,6 % des suffrages exprimés. Il bénéficie dans l'île d'un soutien de plusieurs élus nationalistes, dont le maire de Belgodère, où le candidat obtient 37,8 %. Il en totalise 30,1 % à Balogna, 15,5 % à Tralonca (lieu de la célèbre conférence de presse clandestine et nocturne, le 12 janvier 1996) et 14,2 % à Lozzi (fief de la famille Simeoni)²⁶.

Que deviennent les « petits candidats » ?

- 24 L'histoire politique des « petits candidats » ne s'arrête pas au soir du premier tour. Dans cette après-élection, trois temps au moins sont décelables. Le premier se limite à l'entre-deux-tours et pose la question fondamentale de leur ralliement – ou non – à un des deux candidats qualifiés pour le second tour. Le deuxième s'étend sur des périodes très variables et interroge leur capacité de survie ou de rebond. Le troisième enfin, au long cours, permet de mesurer la part de cette expérience dans un itinéraire politique et dans la mémoire qui en conserve une trace souvent ténue mais parfois forte.
- 25 Le choix qui se pose aux « petits candidats » le soir du premier tour est limpide mais redoutable : s'engager pour l'un des finalistes ou non ? Les deux attitudes présentent des avantages et des inconvénients. La liste des premiers mêle espoirs de carrière, logiques partisans et parfois soutien financier pour rembourser les frais de campagne, même si ce dernier point est plus difficile à démontrer. Parmi les seconds, soulignons simplement le risque de décevoir un électorat, fût-il limité en nombre, qui a pu se porter sur eux en raison d'un projet jugé original et qui envisage avec défaveur l'alignement sur l'un des grands partis présents au second tour.
- 26 Les conséquences d'une candidature sur la carrière des candidats aux élections présidentielles sont très variables selon les individus et les familles politiques concernées. Nul doute que sa candidature en 2002 a joué un rôle dans l'entrée de Christiane Taubira au gouvernement dix ans plus tard mais d'autres éléments ont compté tout autant, et d'abord sa notoriété acquise depuis l'adoption de sa proposition de loi mémorielle sur l'esclavage en mai 2001. Même chose pour Michel Crépeau devenu ministre en 1981, ou Huguette Bouchardeau en 1983 : leur représentativité électorale, mesurée dans le scrutin présidentiel de 1981, compta mais plus encore sans doute le fait qu'ils étaient les dirigeants de leurs (petits) partis. Le cas de Michel Rocard est plus complexe. Indéniablement, sa candidature en 1969 en fait une figure nationalement médiatisée, davantage que par ses responsabilités partisans pourtant déjà importantes. Il incarne dès lors une certaine image « de la gauche » mais son opposition à Gaston Defferre lors de ce scrutin illustre aussi la division du socialisme à la fin des années 1960²⁷ et constitue ensuite un handicap pour lui au sein du PS où

continuent de militer nombre d'anciens SFIO, réalité souvent occultée par le mythe du « parti d'Épinay »²⁸.

- 27 L'expérience vécue par un « petit candidat » marque quelquefois de manière indélébile sa vie, au point de résumer, y compris de manière abusive, son itinéraire politique. Certains sombrent néanmoins dans un relatif oubli. Leur décès intervient parfois longtemps après leur candidature : vingt ans pour Marcel Barbu (1984), vingt-neuf pour Guy Héraud (2003), trente pour Louis Ducatel (1999) et Pierre Boussel/Lambert (2008) par exemple. Plusieurs d'entre eux ont laissé des Mémoires ou des ouvrages relevant davantage de l'essai mais dans lesquels ils évoquent leur candidature passée. C'est le cas, entre autres, de Michel Crépeau²⁹, Michel Debré³⁰, Pierre Juquin³¹, Alain Krivine³², Arlette Laguiller³³ ou encore Louis Ducatel³⁴. Ce dernier, prospère entrepreneur de travaux publics mais aussi artiste peintre, soucieux de la trace qu'il souhaite laisser, fait réaliser de son vivant son tombeau au cimetière du Père-Lachaise, sur lequel est célébrée son action. Dans ces ouvrages, leur expérience de campagne présidentielle occupe une place variable. Pierre Marcihacy y consacre un livre dès l'année qui suit³⁵. D'autres l'évoquent beaucoup plus tard et de façon superficielle, tel Michel Debré.
- 28 Pour clore cette introduction, il nous semble possible de tirer trois grandes leçons des articles rassemblés dans ce dossier, chacun d'eux permettant d'approfondir certains aspects ou d'ouvrir d'autres pistes de réflexion.
- 29 D'abord, l'existence des « petits candidats » tels que définis nous rappelle que le résultat d'une élection n'est jamais totalement assuré au départ. Si la majorité des personnalités évoquées se sont certes présentées en sachant d'emblée qu'elles réaliseraient un score marginal, ce n'est pas le cas de toutes. Jean Royer, Michel Debré, Pierre Juquin, Philippe de Villiers, Dominique Voynet, Robert Hue ou Nicolas Dupont-Aignan, pour ne citer que les plus en vue, ont déposé leurs candidatures avec le solide espoir de recueillir plus de 5 % des suffrages. Mais le score final résulte de facteurs si divers que ni les candidats, ni leurs équipes de campagne, ni les instituts de sondages ne peuvent jamais les appréhender avec certitude dans leur globalité. Chaque campagne électorale a sa dynamique propre, construite avec l'équipe du candidat et ses divers soutiens, mais aussi en interaction avec les campagnes des concurrents et la conjoncture du moment, parfois imprévisible, le tout dans le cadre d'une société dont les principales caractéristiques relèvent de la longue durée. La renommée, l'ampleur des moyens matériels et financiers, la masse des militants qui s'engagent ne permettent donc pas d'anticiper précisément le résultat. En 2007, Olivier Besancenot a rassemblé 1,5 million de voix, un nombre tout à fait étonnant si on le rapporte aux 3 000 adhérents à peine de son parti, la LCR, et si on le compare aux 11,5 millions de suffrages qui se portèrent sur Nicolas Sarkozy, soutenu par la puissante UMP et ses 350 000 adhérents d'alors.
- 30 Ensuite, on doit constater que la multiplicité – toute relative – des candidatures aux élections présidentielles est depuis 1965 le contrepoint du rêve gaullien : un régime fondé sur le rassemblement d'une large majorité autour d'un homme que l'onction du suffrage populaire transfigure en incarnation de la nation. Aucun président ne fut élu dès le premier tour, pas même Charles de Gaulle qui l'espéra pourtant jusqu'au 5 décembre 1965. Et aucun président élu ne rassembla au second tour une majorité ni même la moitié des citoyens et citoyennes, si l'on veut bien envisager les résultats par rapport aux inscrits et non aux suffrages exprimés – exception faite de Jacques Chirac, élu le 5 mai 2002 par 62 % des inscrits mais dans une conjoncture si éphémère qu'elle

s'évanouit en quelques jours à peine. Comment expliquer cette permanence d'une élection à l'autre ? Cela tient à l'ancienneté et à la complexité de la vie politique nationale. Ce sont en effet pas moins de quatorze familles politiques différentes qui sont nées en France, au fil des décennies, depuis la Révolution³⁶. La candidature de René Dumont en 1974 marqua la naissance officielle de la dernière d'entre elles, l'écologie politique, le scrutin offrant l'occasion aux divers mouvements et associations écologistes d'entamer un processus de cristallisation en force politique organisée et durable. Toute une partie des « petits candidats » sont les buttes-témoins d'anciennes familles politiques, de leur histoire plus ou moins longue, de leurs divisions plus ou moins profondes. Les « petits candidats » radicaux sont la trace de l'influence considérable qu'eut le radicalisme, des années 1880 aux années 1930. Même constat avec le candidat monarchiste Bertrand Renouvin en 1974 – un monarchiste hors-norme, il est vrai, puisqu'il soutint François Mitterrand en 1981 puis Jean-Pierre Chevènement en 2002. Les candidatures trotskistes récurrentes rappellent quant à elles que le PCF, même au temps de ses scores électoraux supérieurs à 20 %, n'a jamais rassemblé toute la famille communiste. Plus largement, les familles politiques et les cultures politiques qui les sous-tendent sont trop profondément enracinées dans la société pour se fondre dans le cadre étroit d'un bipartisme, quel qu'il soit, Bleus contre Blancs au début du XX^e siècle, gaullistes contre communistes dans les années 1960, UMP contre PS dans les années 2000, « progressistes » macronistes contre nationalistes aujourd'hui. D'où l'absolue nécessité de toujours penser le clivage droite-gauche au pluriel, entre les droites et les gauches. En 2002, trois « petits candidats » recueillirent chacun un peu plus d'un million de voix, un nombre assez significatif pour qu'on le prenne en considération : Olivier Besancenot, Jean Saint-Josse et Alain Madelin. Quoi de commun dans les façons de penser le monde, de s'inscrire dans la société, de vivre au quotidien, de concevoir l'avenir entre les partisans de l'altermondialisme anticapitaliste, du néo-agrarisme et du néolibéralisme ? Impossible qu'ils se confondent ; impossible tout autant qu'ils soient confondus avec les partisans des « grands candidats » du moment, Jacques Chirac, Jean-Marie Le Pen ou Lionel Jospin.

- 31 Enfin, dans notre société en quête permanente de « modernité », il faut souligner que les « petits candidats » trouvent l'essentiel de leurs parrainages auprès des maires des communes rurales (32 212 des 34 836 communes de l'Hexagone en décembre 2020), pour la plupart sans appartenance partisane, étiquetés « divers droite », « divers gauche » ou plus simplement « divers » dans les statistiques officielles. Ce qui ne les empêche pas de faire vivre, souvent non sans mal, la démocratie, notamment en accordant leurs signatures à des candidats dont ils ne partagent pas les idées, au nom du nécessaire pluralisme dans la République. Ce constat nous renvoie à l'histoire du parti républicain au XIX^e siècle. Au départ étroitement citadin et avant tout parisien, il parvint à s'imposer face aux « tenants du pouvoir personnel » comme disait Léon Gambetta, en s'implantant progressivement, à partir de 1848, dans les campagnes, jusqu'à y conquérir la majorité dans le dernier quart du XIX^e siècle. Cette « République au village », selon la célèbre formule de Maurice Agulhon³⁷, n'a pas encore disparu malgré l'exode rural massif qu'ont connu les campagnes depuis plus de 150 ans, et demeure l'un des fondements les plus solides du pluralisme politique dont la multiplicité des « petits candidats » aux élections présidentielles au suffrage universel direct est un des principaux reflets. C'est sans doute pour cette raison qu'aux yeux des adeptes d'une « modernisation » toujours plus poussée de la République, la

dénonciation du trop grand nombre des communes va de pair avec celle du trop grand nombre des candidatures.

- 32 Lors des prochaines élections présidentielles, prévues au printemps 2022, gageons que la dispersion des candidatures sera à nouveau au centre du débat public. Espérons donc que ce dossier aidera à comprendre qu'avant d'être un problème à résoudre, les « petits candidats » sont d'abord l'un des signes les plus évidents de la complexité de notre vie politique nationale – de sa richesse aussi. Cette complexité se trouvait toutefois comme canalisée par le clivage entre droites et gauches qui structurait le champ politique depuis la Révolution. Mais l'essor de la question nationale depuis les années 1980, en lien avec l'intégration croissante de la France dans l'Union européenne, au moment même où le chômage de masse s'installait dans la durée, laminant le mouvement ouvrier, a profondément déstabilisé ce clivage fondamental et fait entrer notre pays dans une crise politique multiforme³⁸. Vouloir entraver par la loi, comme déjà en 1976 puis en 2016, la présentation des candidatures hors des grands partis – au demeurant plongés eux-mêmes dans un profond marasme – n'est-il pas dans ces conditions une solution assez dérisoire face à l'ampleur des problèmes politiques à résoudre, le premier d'entre eux étant sans doute l'impressionnant fossé qui sépare les gouvernants de la société ?

NOTES

1. Si l'on met à part l'élection présidentielle du 10 décembre 1848, remportée par Louis-Napoléon Bonaparte dès le premier tour. Mais seuls les hommes avaient alors le droit de vote.
2. Pascal Perrineau et Colette Ysmal (dir.), *Le vote de tous les refus. Les élections présidentielle et législatives de 2002*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003.
3. Rémi Lefebvre et Éric Treille (dir.), *Les primaires ouvertes en France. Adoption, codification, mobilisation*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016.
4. Oubliant qu'il y a dans ce pays aussi des « petits candidats » (en 2020, 31 dont ceux du Parti libertarien, 1,2 % des suffrages exprimés, et du Parti Vert, 0,3 %) et que la vie politique à l'échelle des états, des comtés et des villes est beaucoup plus complexe qu'on le pense trop souvent.
5. Ce dossier est issu d'un colloque, tenu à Vichy en novembre 2018, qui avait notamment donné lieu à un échange entre deux anciens « petits candidats », Bertrand Renouvin et Pierre Juquin. Ce colloque a été suivi d'un autre en novembre 2019, consacré lui aussi à une manière différente d'envisager les élections présidentielles. Voir Fabien Conord (dir.), *Un autre scrutin présidentiel. Élire le chef de l'État au suffrage indirect en Europe*, Montrouge, Éditions du Bourg, 2020.
6. En 2002, Robert Hue a dépensé 5,3 millions d'euros, Marie-George Buffet 4,8 millions en 2007. Thomas Ehrhard, « La difficile condition des "petits candidats" », dans Pascal Perrineau (dir.), *Le vote disruptif. Les élections présidentielle et législatives de 2017*, Paris, Presses de Sciences Po, 2017, p. 59-70, p. 66. Voir aussi Emmanuel-Pie Guiselin, *Le régime juridique du financement de la vie politique*, thèse de droit soutenue à Rennes 1 en 1995, Lille, ANRT, 1996.
7. La loi du 6 novembre 1962 l'a d'abord fixé à 100, la loi organique du 18 juin 1976 à 500. La loi organique « de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle » (25 avril 2016) a élevé de nouveaux obstacles – c'est son but explicite – devant les candidats qui n'ont pas le

soutien d'un grand parti. Elle prévoit notamment que l'égalité stricte entre candidats est réduite à deux semaines en dehors desquelles n'est retenu qu'un « principe d'équité », et que, pour éviter « le harcèlement des maires » (*sic*), « les présentations devront être transmises au Conseil constitutionnel directement par leurs auteurs par voie postale ».

8. Pascal Perrineau (dir.), *Le vote disruptif...*, *op. cit.*, p. 60.

9. Le total du nombre des candidatures est supérieur à celui des individus ayant été candidats puisque certains se présentent à plusieurs reprises.

10. Pascal Perrineau (dir.), *Le vote disruptif...*, *op. cit.*, p. 64.

11. Sur 17 candidatures trotskistes au total depuis 1969, deux seulement dépassent 5 %, celles d'Arlette Laguiller en 1995 et 2002.

12. Jacques Chirac, dont la candidature fut handicapée par cette présence conjuguée, leur consacre quelques lignes dans ses Mémoires, distinguant nettement Marie-France Garaud, « poussée par l'ambition, encore inassouvie, d'exister par elle-même », et Michel Debré, qu'il dédouane de son initiative mise au compte de « certains "barons" inféodés au gouvernement » avec « la bénédiction de l'Élysée » (Jacques Chirac, *Chaque pas doit être un but. Mémoires**, Paris, Nil, 2009, p. 291).

13. Sylvie Ollitrault, « L'invention de l'écologie politique : la candidature de René Dumont », dans Gilles Richard et Jacqueline Sainclivier (dir.), *Les partis à l'épreuve de 68. L'émergence de nouveaux clivages, 1971-1974*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012, p. 249-259.

14. On ne compte que trois femmes parmi les 28 candidats qui dépassent le seuil de 5 %, totalisant 5 candidatures sur 47 (un peu plus de 10 %) : Arlette Laguiller (1995, 2002), Ségolène Royal (2007), Marine Le Pen (2012, 2017).

15. Jean-Claude Sebag est né en 1943 à Mostaganem. Il est le seul Français d'Algérie parmi les « petits candidats ».

16. L'abstentionnisme reste le moins fort à l'élection présidentielle, oscillant de façon non linéaire de 15,2 % au premier tour en 1965 (niveau le plus bas) à 22,2 % en 2017 (maximum en 2002 : 28,4 %), et de 15,7 % au second tour en 1965 (minimum en 1974 : 12,7%) à 25,4% en 2017 (maximum en 1969 : 31,15%). Première étude d'ensemble du phénomène : Alain Lancelot, *L'abstentionnisme électoral en France*, Paris, Armand Colin, 1968.

17. Jérôme Fourquet, « Jean Lassalle : un écho dans les montagnes des pays d'Oc », dans Pascal Perrineau (dir.), *Le vote disruptif...*, *op. cit.*, p. 246. Les articles sur Jean Royer et Pierre Marcilhacy démontrent clairement cet « effet de fief ». François Dubasque et Éric Kocher-Marbœuf (dir.), *Terres d'élections. Les dynamiques de l'ancrage politique, 1750-2009*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014.

18. *Ibid.*, p. 247.

19. Jérôme Fourquet, « L'électorat Dupont-Aignan, souverainiste jusqu'à voter Le Pen ? », dans Pascal Perrineau (dir.), *Le vote disruptif...*, *op. cit.*, p. 238-239.

20. Quentin Deluermoz, *Commune(s), 1870-1871 : une traversée des mondes au XIX^e siècle*, Paris, Seuil, 2020, p. 136-140.

21. Elle y affronta notamment un candidat communiste qui faisait ses débuts, André Chassaigne. Il a évoqué cet épisode quelques décennies plus tard en soulignant qu'il avait alors eu peur d'être « le premier communiste dépassé par Lutte ouvrière », remarque acidulée quelques semaines après l'échec de Robert Hue en 2002 devancé par Arlette Laguiller et Olivier Besancenot (*Le Parisien*, 18 juin 2002). En 1978, André Chassaigne recueillit 14,5 % des suffrages exprimés contre 8,5 % à sa concurrente.

22. Le troisième est André Lajoinie, candidat du PCF à l'élection présidentielle de 1988 (6,8 %).

23. Philippe Chassaigne, *Les années 1970 : fin d'un monde et début de notre modernité*, Paris, Armand Colin, 2008. Philippe Artières, *Le peuple du Larzac. Une histoire de crânes, sorcières, croisés, paysans, prisonniers, soldats, ouvrières, militants et brebis...*, Paris, La Découverte, 2021.

24. Jérôme Fourquet, « Jean Lassalle : un écho dans les montagnes des pays d'Oc », dans Pascal Perrineau (dir.), *Le vote disruptif...*, op. cit., p. 249.
 25. Samuel Depraz, *La France des marges. Géographie des espaces autres*, Paris, Armand Colin, 2016.
 26. Jérôme Fourquet, « Jean Lassalle : un écho dans les montagnes des pays d'Oc », dans Pascal Perrineau (dir.), *Le vote disruptif...*, op. cit., p. 250.
 27. Les deux candidats socialistes de 1969 sont tous deux protestants, ce qui illustre les limites d'une approche fantasmée sur les réseaux confessionnels au sein du PS.
 28. Noëlline Castagnez et Gilles Morin (dir.), *Le Parti socialiste d'Épinay à l'Élysée, 1971-1981*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015.
 29. Michel Crépeau, *Les chemins ardu du bonheur*, La Rochelle, Rupella, 2000.
 30. Michel Debré, *Trois Républiques pour une France : mémoires*, Paris, Albin Michel, 1984.
 31. Pierre Juquin, *De battre mon cœur n'a jamais cessé*, Paris, L'Archipel, 2006.
 32. Alain Krivine, *Ça te passera avec l'âge*, Paris, Flammarion, 2006.
 33. Arlette Laguiller, *C'est toute ma vie. Une femme dans le camp des travailleurs*, Paris, Plon, 1996.
 34. Louis Ducatel, *À la force du poignet*, Paris, J. Grassin, 1977 (une première version avait été publiée en 1962, antérieurement donc à sa candidature présidentielle de 1969).
 35. Pierre Marcilhacy, *Ce que je n'ai pas dit*, Paris, Robert Laffont, 1966.
 36. Gilles Richard, *Histoire des droites en France de 1815 à nos jours*, Paris, Perrin, 2017.
 37. Maurice Agulhon, *La République au village. Les populations du Var, de la Révolution à la II^e République*, Paris, Seuil, 1979.
 38. Gilles Richard, *Histoire des droites...*, op. cit., chapitres 18 à 20.
-

RÉSUMÉS

Depuis 1965, les élections présidentielles françaises opposent, à côté des représentants des principaux partis politiques, des compétiteurs aux chances plus réduites, porte-voix de courants minoritaires voire marginaux, mais aussi relais de revendications sociales et/ou territoriales. Ce dossier choisit de porter l'attention sur ces « petits » candidats, dont la définition est ici de nature financière et juridique, en retenant celles et ceux qui ont obtenu moins de 5 % des suffrages exprimés, seuil de remboursement intégral des frais de campagne. Ces candidats, loin d'être tous des originaux, sont en réalité le plus souvent des militants chevronnés (en dépit parfois de leur jeune âge). Leur campagne électorale s'appuie régulièrement sur une structure partisane ou un réseau d'élus. Ce dernier représente d'ailleurs un point d'appui important voire décisif dans le recueil des parrainages nécessaires à la présentation d'un candidat. En effet, comme le confirment les contributions réunies ici, la politique est un métier, dont l'apprentissage est quelquefois difficile, même si elle ne constitue pas nécessairement une profession – en témoigne le parcours de quelques-uns des « petits » candidats dont l'itinéraire est étudié dans ce dossier. Le financement d'une campagne constitue la seconde difficulté à laquelle doivent faire face des candidats fréquemment dépourvus de moyens. Leurs résultats sont assez variables, oscillant entre 0,07 et 4,74 % des suffrages exprimés. Néanmoins, leur nombre est élevé (55 candidatures au total depuis 1965) et leur présence contribue à colorer le scrutin présidentiel d'une diversité idéologique et sociale plus grande que le paysage médiatique ne le laisse habituellement supposer. Elle repose largement sur l'existence d'un tissu serré d'élus locaux (34 500 communes) et permet d'exprimer toute la variété des cultures politiques françaises. La

présence récurrente de « petits » candidats lors du scrutin phare de la V^e République est dans ces conditions un gage évident de vitalité démocratique.

Since 1965, French presidential elections have included, alongside candidates from the major political parties, a wide variety of political figures with much slimmer prospects. These minor candidates act as spokespersons for minority or even fringe movements and give voice to a number of social and/or territorial demands. This special issue will look at these 'minor' candidates in depth. We shall define a minor candidate according to financial and legal terms, as one who obtains fewer than 5% of the popular vote, which is the threshold for the full reimbursement of campaign costs. These candidates are far from just being a motley crew of colourful characters: in fact, many of them are accomplished activists, even despite their youth, for some. Their electoral campaigns largely rely on partisan structures or networks of elected officials. The latter are moreover an important and often decisive source of support when attempting to obtain the necessary number of endorsements to launch a campaign. In fact, as the submissions to this issue illustrate, politics is a job, one with a sometimes difficult learning curve, even if it is not necessarily a profession; this can be seen in the trajectory of several minor candidates profiled in this issue. Financing a campaign is the second obstacle that these candidates, who are often lacking in means, must overcome. Their results are varied in this regard, ranging from 0.07% to 4.74% of the popular vote. There have nevertheless been an impressive number of minor candidates over the years — 55 have run since 1965 — and their presence has helped to bring greater ideological and social diversity to presidential elections that might be gleaned from traditional media coverage. This situation is made possible by the existence of a tightknit group of local elected officials (from 34,500 communes) that allows for the full expression of diverse political cultures in France. The recurring presence of 'minor' candidates in the country's most significant election is thus a testament to its democratic vitality.

INDEX

Mots-clés : élection présidentielle, petits candidats, campagne électorale, vie politique française, culture politique

Keywords : presidential election, minor candidates, electoral campaign, French politics, political culture

AUTEURS

FABIEN CONORD

Fabien Conord est professeur d'histoire contemporaine à l'Université Clermont Auvergne où il est membre du Centre d'histoire « Espaces et Cultures » (CHEC). En histoire politique, il a notamment publié *Les élections sénatoriales en France 1875-2015* (Presses universitaires de Rennes, 2016) et *S'insurger pour la Patrie. Dijon-Paris, octobre 1870* (Éditions universitaires de Dijon, 2020) et dirigé *Un autre scrutin présidentiel. Élire le chef de l'État au suffrage indirect en Europe* (Éditions du Bourg, 2020). Il est membre de la Société française d'histoire politique (SFHPo).

GILLES RICHARD

Spécialiste de l'histoire politique de la France à l'époque contemporaine, Gilles Richard est professeur émérite d'histoire contemporaine (Université Rennes 2), membre du laboratoire Arènes (UMR 6051), et président de la Société française d'histoire politique (SFHPo). Il a notamment publié une *Histoire des droites en France de 1815 à nos jours* (Perrin, 2017).